

Jupiter aux commandes

Emmanuel Macron a fait ses premiers pas sur la scène mondiale et européenne en voulant faire comprendre à tous que le capital de sa victoire et son style personnel devaient lui permettre de mener une politique étrangère sécuritaire et pragmatique.

par [François Clemenceau](#)



CHRISTOPHE PETITTESSON/AP



En quittant le ministère de la Défense, Jean-Yves Le Drian a perdu l'autorité qu'il avait conquise auprès de François Hollande sur les généraux de l'état-major. Pour certains experts, ce pouvoir devrait revenir logiquement au président de la République.

DAMIEN MEYER/AFP

À n'en pas douter, la très grande majorité des chefs d'États étrangers qui ont rencontré le nouveau Président français depuis sa victoire du 7 mai sont à la fois soulagés et intrigués. Au lendemain de son discours au Carrousel du Louvre, n'est-ce pas le ministre de la Défense encore en fonction, Jean-Yves Le Drian, qui s'est fait accueillir à une réunion de ses homologues de la coalition anti-Daech à Copenhague par des félicitations et des encouragements ? Tous savaient que le grognard hollandais du précédent quinquennat avait mis son expérience au service du jeune Macron en marche. Et qu'une part importante de la future politique étrangère et de sécurité du nouveau Président serait en partie inspirée par Le Drian. Ce n'est pas par hasard, d'ailleurs, si dans son discours de passation de pouvoirs en arrivant au Quai d'Orsay, le ministre breton a mis en exergue cette « *forme de continuité* » qu'il percevait entre ses fonctions à la Défense et sa nouvelle mission aux Affaires étrangères. Un mois plus tard, avant de se rendre à Moscou pour y

rencontrer son redoutable homologue Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie française réutilisait une phrase déjà prononcée à de multiples reprises devant ses interlocuteurs : « *notre ennemi, c'est Daech* ». Répétée mot pour mot par Emmanuel Macron dans sa première grande interview de politique étrangère dans *Le Figaro* à la veille de son premier grand conseil européen.

En quittant le ministère de la Défense, Jean-Yves Le Drian a perdu l'autorité qu'il avait conquise auprès de François Hollande sur les généraux de l'état-major. Pour certains experts, ce pouvoir devrait revenir logiquement au président de la République. François Hollande aimait déléguer pour mieux pouvoir trancher en dernier ressort. En nommant Sylvie Goulard puis Florence Parly à l'Hôtel de Brienne, Emmanuel Macron a repris les rênes courtes sur les opérations militaires et fait du ministre des Armées l'agent comptable d'une promesse de consacrer 2 % du PIB à la défense nationale à l'horizon 2025.

Le chef d'état-major, Pierre de Villiers, ainsi que le président de la Commission des Forces armées au Sénat, Jean-Pierre Raffarin, ont beau plaider pour que ces 2 % soient atteints dès 2022, c'est-à-dire à la fin du quinquennat macronien, il n'est pas certain que le chef de l'État cède à cette exigence. Celle-ci ne manque pourtant pas de cohérence. Emmanuel Macron n'a-t-il pas dit et promis que sa priorité des priorités serait de combattre le terrorisme qui a déjà tant endeuillé le pays depuis 2015 ? Or ce combat, à l'intérieur de nos frontières comme sur les théâtres d'opérations extérieurs, use les hommes comme les matériels, et les militaires n'en peuvent plus de cette crise d'obsolescence qui les fait gérer « à l'os » les effectifs et la logistique. Cette diplomatie sécuritaire du nouveau Président, elle est en débat (lire les interviews d'experts ci-dessous). « *Combattre le terrorisme quel que soit le temps que cela pendra* », exige de la détermination mais le chef de l'État ne se situe pas dans une logique à 100 % sécuritaire. Il a conscience, au Mali et au Niger par exemple, que le terrorisme doit être aussi combattu par une politique de développement qui assèche progressivement le terreau du djihadisme, les trafics criminels et mafieux, l'exploitation de l'ignorance par des fanatiques sans scrupules. Avec l'Allemagne, qui augmente ses budgets militaires sans toucher à son aide publique au développement, il entend concilier ces impératifs et les illustrer sur le terrain. Quatre ans et demi après le déclenchement de l'opération Serval, la situation au Mali reste grave. Les militaires de la Minusma sont victimes à un rythme impressionnant d'agressions de la part des « éléments résiduels » des bandes armées terroristes. La politique de réconciliation entre Bamako et le Nord n'a pas été mise en œuvre résolument et avec toute l'implication nécessaire du Président malien Ibrahim Boubacar Keita. « *Il y a un risque d'ATTisation* » confie régulièrement des militaires et des diplomates français inquiets. Allusion à Amadou

Toumani Touré, le précédent chef de l'État, si faible et corrompu que les djihadistes s'apprétaient à le renverser à l'hiver 2013. Emmanuel Macron espère beaucoup de la nouvelle force du G5 Sahel (Burkina, Mali, Niger, Tchad, Mauritanie) autorisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour muscler le combat régional contre les terroristes. L'Élysée et le Quai plaident qu'il ne s'agit pas d'une « *porte de sortie pour se désengager* » de l'opération Barkhane. Mais le déploiement de la force G5 risque d'être long et couteux, d'autant plus que les États-Unis de Donald Trump ont refusé d'y injecter des fonds. Pour éviter toute malversation et détournement, le budget alloué au G5 Sahel sera versé, côté européen, directement par la Commission aux organes de sécurité de l'Union Africaine dirigée par le Guinéen Alpha Condé. En Afrique, le Président Macron pourra compter sur un allié qu'il fallait ménager, après de multiples erreurs de protocole à mi-parcours du mandat de François Hollande, en la personne du roi du Maroc. Reçu en ami à Rabat par la famille royale le 14 juin, le jeune chef de l'État veut miser sur le relais que peut offrir la nouvelle diplomatie africaine du Maroc ainsi que sur les compétences de ses services de renseignement au Sahel. Le roi pourrait aussi appuyer toute facilitation du dialogue que Paris entend rétablir entre les monarchies du Golfe après la crise de défiance renaissante entre les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Qatar. Les premiers sont clairement engagés avec l'Égypte et la France dans le combat contre Daech en Libye, tandis que Doha continue de soutenir les milices hostiles au général Haftar. « *De cela, nous avons la preuve* », dit-on à Paris pour qui la crise libyenne est porteuse de tous les dangers. Au Levant, le président de la République a conscience aussi que l'effort militaire contre Daech, qui finit par porter ses fruits à Mossoul comme à Raqqa, finira par alléger le fardeau de l'opération Chamal. Est-ce pour cela qu'il veut faire revenir la France dans

En brisant
le tabou sur
le sort de Bachar
el-Assad, qui
ne serait pas
notre ennemi,
mais « l'ennemi
de son peuple »
selon la formule
empruntée
également
à Jean-Yves
Le Drian,
Emmanuel
Macron prend
des risques.

une solution politique pour mettre fin au bain de sang syrien ? Non, mais une diplomatie plus souple, moins butée pourrait permettre de raccourcir les échéances. En brisant le tabou sur le sort de Bachar el-Assad, qui ne serait pas notre ennemi, mais « *l'ennemi de son peuple* » selon la formule empruntée également à Jean-Yves Le Drian, Emmanuel Macron prend des risques. Celui de se laisser piéger par les protecteurs russes de Bachar. À moins qu'il soit persuadé, comme veulent le croire certains diplomates français apparemment influents, que « *les Russes veulent siffler la fin de la partie en Syrie* ». Cette nouvelle tentative de rapprochement entre Paris et Moscou, qui ne fera pas oublier, à l'Élysée, le favoritisme dont bénéficièrent pendant la campagne François Fillon puis Marine Le Pen ainsi que les piratages informatiques

d'En Marche, peut-elle porter ses fruits ? À en croire ses conseillers, après la rencontre au sommet de Versailles, elle mérite d'être initiée pour ne se fermer aucune porte. Dans ce contexte, la nomination par Paris d'un nouvel ambassadeur à Moscou, afin de remplacer Jean-Maurice Ripert, peu apprécié par le Kremlin en raison notamment de ses prises de position fermes et répétées sur les droits de l'homme, pourrait faciliter les choses. Le ou la nouvelle émissaire de Paris dans la capitale russe devrait être ni plus ferme ni plus accommodant(e) vis-à-vis du régime de Vladimir Poutine, selon le portrait-robot qui en était fait le mois dernier au Quai d'Orsay. Beaucoup dépendra également d'éventuels progrès dans l'autre dossier capital de la relation entre la France, les Européens et la Russie : l'Ukraine. Emmanuel Macron a bien pris conscience que les torts ne sont pas uniquement russes dans la non-application des accords de Minsk et que la relation avec le Président ukrainien Porochenko, reçu à Paris le 26 juin, est une forme de « supplice », selon la formule d'un expert de cette négociation dans l'impasse. Pas sûr que la bonne relation entretenue depuis le départ entre Emmanuel Macron et Angela Merkel, les deux parrains du format

« Normandie » qui a accouché du protocole de Minsk, suffise à redonner un élan dans cette crise maîtrisée devenue au fil du temps, vue de Russie, un conflit gelé à fort potentiel de nuisance. Si les Européens ont à nouveau prorogé les sanctions de l'UE en vigueur contre la Russie, ils ont bien pris garde de ne pas les alourdir comme l'ont fait les sénateurs américains, inquiets que Donald Trump ne finisse par lever unilatéralement celles adoptées sous la présidence Obama.

Poutine, Trump : deux grands fauves dont on se demandait si Emmanuel Macron parviendrait, non pas à les dompter, mais à échapper à leurs griffures. Les premiers échanges d'Emmanuel Macron avec le Président américain, à Bruxelles en marge du sommet de l'OTAN, comme à Taormina au G7, ont été « francs » et même « virils ». « Donald Trump, le Président turc ou le Président russe sont dans une logique de rapport de forces, j'aime cela aussi. Je ne crois pas à la diplomatie de l'invective mais dans mes dialogues bilatéraux, je ne laisse rien passer, c'est comme cela qu'on se fait respecter », confie alors le nouveau chef de l'État français au *Journal du Dimanche*. « Ma poigné de main avec lui, ce n'est pas innocent, ce n'est pas l'alpha et l'oméga

d'une politique mais un moment de vérité : il faut montrer qu'on ne fera pas de petites concessions symboliques mais ne rien sur-médiatiser non plus. »

Le résultat, en ce qui concerne la thématique de l'environnement, sera des plus clairs. Pas question de laisser l'abandon par Donald Trump des accords de Paris, décourager les Européens et les autres nations engagées dans cette promesse vitale pour la planète. À Paris, la relation franco-américaine reste encore dans le flou. Les diplomates ont beau disposer de contacts avec la Maison Blanche pour tenter de comprendre la ligne diplomatique des États-Unis, les relais sont encore insuffisamment nombreux, singulièrement au Département d'État où deux tiers des directeurs de département manquent encore à l'appel, pour anticiper les initiatives à venir des Américains. Les zigzags et les improvisations à Washington sont devenus une matière première difficile à maîtriser. Raison de plus pour redoubler d'efforts sur la scène européenne afin d'essayer de grandir et de se renforcer.

C'est tout le sens qu'Emmanuel Macron a entendu donner aux préparatifs du Conseil européen de la fin juin en travaillant le plus étroitement possible avec la chancelière Merkel sur les dossiers qu'ils entendent porter ensemble, une fois qu'elle aura été réélue en septembre comme le pronostiquent les sondages. Europe de la défense, travailleurs détachés, harmonisation fiscale (à commencer par celle des entreprises, comme y travaillent Bruno Le Maire et Wolfgang Schäuble), rapprochement des législations sur le droit d'asile et la politique migratoire, attitude de fermeté conjointe vis-à-vis de Theresa May dans la négociation sur le Brexit qui vient de démarrer : les sujets de convergence sont très nombreux et les Européens ne sont pas fâchés de voir se reformer un couple franco-allemand plus fort. Naturellement, ce tableau n'enchant pas les dirigeants d'Europe centrale et orientale qui ont choisi, chacun à leur manière, de défier les politiques communautaires ou les valeurs

L'Europe au cœur de son projet politique, le pragmatisme comme méthode – « Macron, c'est du Blair au cube » – confesse l'un de ses anciens collègues, la sécurité des Français comme mot d'ordre, pas étonnant que le Président se soit doté d'une équipe qui colle à cette triple définition de son ambition diplomatique.



MICHAEL KAPPELER/AFP

PHILIPPE ETIENNE, LE NOUVEAU SHERPA, 62 ANS, A EXCELLÉ À BERLIN COMME À BRUXELLES ET MAITRISE SON RUSSE PLUTÔT CORRECTEMENT. SUR LES AUTRES QUESTIONS ET CRISES DU MONDE, SON EXPÉRIENCE DE DIRECTEUR DE CABINET DE BERNARD KOUCHNER LUI A PERMIS DE SE FORGER UNE CARAPACE POUR AFFRONTÉ LES GROS TEMPS.

de l'Union. Emmanuel Macron a ainsi utilisé un langage très « direct » pour s'adresser au Président polonais Duda lorsqu'il l'a rencontré en marge du sommet de l'OTAN. Il ne s'agit pas là uniquement de mettre les points sur les i en ce qui concerne le respect des normes européennes en matière de libertés publiques, de pluralisme des médias et d'indépendance de la justice, mais aussi de mettre en cohérence l'appartenance à l'Union et une forme de préférence communautaire sur le plan commercial. Le lâchage par Varsovie du contrat des 50 Caracal d'Airbus hélicoptères en octobre dernier n'a toujours pas été digéré à Paris. Comme le confie un responsable français, « *il y a des choses qu'on n'oublie pas* ». Mais ce qui vaut pour la Pologne sur le plan politique est aussi valide en ce qui concerne la Hongrie ou la Slovaquie. C'est ainsi que le Président français a montré du doigt « *certaines dirigeants européens qui tournent le dos à l'Europe* », avec « *une approche cynique de l'Union*

qui servirait à dépenser les crédits sans respecter les valeurs ». « *L'Europe n'est pas un supermarché. L'Europe est un destin commun* », souligne-t-il au *Figaro*. On comprend dès lors qu'Emmanuel Macron entend mener ce combat sur les valeurs au sein de l'Europe et qu'il ne prendra pas le risque de se faire humilier sur ce terrain.

L'Europe au cœur de son projet politique, le pragmatisme comme méthode – « *Macron, c'est du Blair au cube* » – confesse l'un de ses anciens collègues, la sécurité des Français comme mot d'ordre, pas étonnant que le Président se soit doté d'une équipe qui colle à cette triple définition de son ambition diplomatique. Philippe Etienne, le nouveau sherpa, 62 ans, a excellé à Berlin comme à Bruxelles et maîtrise son russe plutôt correctement. Sur les autres questions et crises du monde, son expérience de directeur de cabinet de Bernard Kouchner lui a permis de se forger une carapace pour affronter les gros temps. Aux Affaires européennes,

Nathalie Loiseau apporte son regard de diplomate passée par Washington, Dakar et Rabat mais aussi son expertise des élites passées par l'ENA qu'elle vient de diriger pendant cinq ans entre Paris et Strasbourg. Avec le germanophile Bruno Le Maire à l'Économie, le Premier ministre Edouard Philippe s'est aussi assuré que son équipier serait écouté à Berlin.

Prochain rendez-vous de taille pour donner à ses premiers messages de diplomate-en-chef une portée universelle, l'Assemblée générale des Nations Unies à la mi-septembre. D'ici là, Emmanuel Macron devra veiller à ce que son capital politique acquis dans les urnes, sa popularité liée à une renaissance d'optimisme et de curiosité, soient encore suffisamment solides pour donner de la force à ses arguments diplomatiques. Macron y croit dur comme fer, un pays fort et influent, c'est d'abord une économie forte. Et un quinquennat, comme l'ont expérimenté ses prédécesseurs, c'est si court... 🌀

Trois experts des pays émergents, de l'Europe et du Moyen-Orient analysent ici le début de mandat d'Emmanuel Macron et ses premières initiatives en politique étrangère. Ils décrivent aussi les risques et menaces à venir pour le chef des Armées.

propos recueillis par **F. C.**

« Sortir des prés carrés africains »

Les pays du G20 attendent d'Emmanuel Macron qu'il envoie des signaux en faveur du renforcement urgent des moyens pour réguler la mondialisation, notamment dans le secteur de la défiscalisation à tout crin. Il bénéficie d'un crédit important et il a réussi jusqu'à présent à se faire respecter. Il donne l'impression d'être dans une forme de continuité et moins « agité » que ses deux derniers prédécesseurs. Emmanuel Macron doit faire passer cette idée centrale face à la Chine de Xi Jinping que le libre-échange est nécessaire mais pas à n'importe quel prix. Notamment en ce qui concerne les normes environnementales. Vis-à-vis de l'Afrique, j'attends du Président qu'il travaille sur une sortie des prés carrés, qu'il se distancie des seuls pays francophones pour se rapprocher davantage de l'Union africaine en tant que telle et de nations anglophones qui ont été délaissées depuis trop longtemps comme le Kenya, l'Éthiopie ou la Tanzanie. D'autant que cela correspondrait davantage à notre ambition de rester une puissance dans l'arc de l'Océan indien. En Afrique, la diplomatie d'Emmanuel Macron devrait accompagner celle de l'Allemagne qui met davantage l'accent sur le développement parce qu'elle pense fondamentalement que l'insécurité et les crises viennent



GILBERT DUVAL

Jean-Joseph Boillot est spécialiste de l'Asie et de l'Afrique, co-fondateur du Euro-India Group, auteur de *L'Inde ancienne au chevet de nos politiques* (Editions du Félin, 2017).

directement du mal-développement. En Asie, la France reste une puissance moyenne, mais elle devrait rejoindre, tout en gardant des relations normales avec la Chine, les pays qui lui résistent comme l'Inde, le Japon ou la Corée du Sud et s'intéresser davantage aux travaux et aux idées développées au sein de l'ASEAN. Je crois enfin qu'il faut cesser de penser en termes de hiérarchie de puissances ou de marchés. Aujourd'hui, la Chine reste un marché gigantesque mais les indices démographiques et de croissance économique marquent une pause ou un retournement de tendance. C'est pourquoi je pense qu'il faut davantage réfléchir aux méthodes et aux outils qui permettent de prendre en compte l'ensemble géopolitique qui relie vers l'Europe les économies de Chine, d'Inde, d'Afrique et du Moyen-Orient.



Manuel Lafont-Rapnouil est directeur en France du European Council of Foreign Relations (ECFR).

Le candidat Macron a plaidé pour une « Europe qui protège » et maintenant qu'il est Président, il est clair qu'il a les moyens de mener cette politique même si cela prendra du temps et que ce ne sera pas forcément visible. Son avantage de départ est que l'Allemagne le prend au sérieux. S'il a promis de réformer, ce n'est pas pour faire plaisir aux Allemands mais parce qu'il sait que les réformes lui donneront davantage de poids et de crédibilité aux yeux de Berlin et en Europe. Dans le même temps,

« L'Allemagne le prend au sérieux »

il souhaite qu'au fur et à mesure des réformes en France, l'Allemagne et l'UE avancent sur l'agenda de la protection. Angela Merkel, en campagne, lui a envoyé des signaux plutôt favorables, notamment sur la thématique du renforcement de la zone euro et dans le dossier du travail détaché. Sur les autres dossiers, il est important de montrer que la France et l'Allemagne travaillent ensemble. On devrait en avoir un aperçu au conseil franco-allemand du 13 juillet. En ce qui concerne la méthode, Emmanuel Macron a raison de penser que l'Allemagne est essentielle pour avancer mais que cela ne suffit pas. Il veut rompre avec une tradition bien française qui a toujours eu tendance à surinvestir la relation franco-allemande ou à tout faire pour la contourner. Il entend donc traiter avec

tout le monde, sans dénigrer ou écarter qui que ce soit tout en disant les choses clairement, notamment vis-à-vis des pays d'Europe centrale. Il ne le fait pas pour éviter les fâcheries mais parce qu'il pense qu'il est plus facile de résoudre les problèmes quand on agit ensemble. Les choses seront-elles différentes si Angela Merkel est réélue ou si Martin Schulz prend la Chancellerie ? Je ne crois pas que le SPD modifierait grand-chose aux fondamentaux, même s'il serait plus accommodant sur les dossiers de l'Europe protectrice. L'avantage d'Angela Merkel est qu'elle ne revendique pas un leadership total sur l'UE mais juste un rapport de forces équilibré avec la France. Si elle est réélue, elle profitera du débat européen public qu'Emmanuel Macron a su lancer et animer. 🌈

« Retrouver une influence au Moyen-Orient »

Le Président Macron a sur sa table cinq dossiers qui peuvent devenir ce que j'appelle des "game-changers", des crises qui peuvent tout changer. Sans les hiérarchiser parce que personne ne peut en prévoir la chronologie, le premier concerne l'Algérie. Les experts qui reviennent d'Alger disent qu'il n'y a plus beaucoup d'unité au sein de l'Armée. Ce qui signifie que le jour où le pouvoir n'a plus les moyens d'acheter la paix sociale du fait d'une baisse des recettes de la rente pétrolière, la cohésion des généraux autour d'un chef identifié ne sera plus assurée avec le risque d'un effondrement du régime comme on l'a connu à la fin des années 1980. Le deuxième dossier, c'est l'Égypte, où le pouvoir a de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts depuis que ses alliés du Golfe sont contraints dans leur soutien financier par la baisse des prix du pétrole.

Il ne faut pas exclure une conjugaison de crises renforcée par le nationalisme ambiant dans ce pays qui contrôle le Canal de Suez, l'artère jugulaire de nos économies. Le troisième dossier à surveiller de près, c'est la Turquie. Va-t-elle se neutraliser davantage ou faire volte-face en se rapprochant davantage de la Russie et de l'Iran ? Ou se lancer dans une nouvelle alliance à construire avec l'Égypte ? Compte tenu de sa géographie dans la guerre que mène la coalition anti-Daech et de son conflit contre les Kurdes en Syrie et en Irak, ce dossier est crucial. Dans le même environnement, l'Élysée gardera un œil sur une nouvelle confrontation possible entre Israël et le Hezbollah ainsi que sur les risques de fragmentation de la Péninsule arabique avec la crise politique sévère qui vient de renaître entre l'Arabie saoudite et le Qatar. Dans ce contexte, la France aurait intérêt à favoriser



Pierre Razoux est chargé d'enseignement à Sciences-Po sur les géopolitiques du Moyen-Orient, auteur de *La Guerre Iran-Irak* (Perrin, 2013).

les dialogues nécessaires entre Riyad et Téhéran ou entre l'Iran et Israël, là où les États-Unis et la Russie ont échoué, afin de retrouver une influence et une plus grande légitimité dans la région. Pourquoi pas à travers une conférence de sécurité et de coopération dans le Golfe, en s'inspirant de ce que nous avons réussi entre l'Europe et la Russie grâce à l'OSCE pour faire diminuer les méfiances respectives ? 🌈